

L'ambassadeur de l'UE à Cuba qualifie le blocus d'illégal et d'immoral.



La Havane, 12 mai, (RHC).- L'ambassadeur de l'Union Européenne à Cuba, Alberto Navarro, a qualifié samedi d'illégales et immorales les sanctions du blocus des États-Unis contre l'île.

Dans des déclarations au site à www.cubadebate.cu, à propos de la célébration de la Journée de l'Europe, le diplomate espagnol a critiqué les États-Unis qui, malheureusement, n'ont pas répondu aux appels internationaux à la suspension des sanctions et des mesures unilatérales au milieu de la pandémie de Covid-19 qui touche actuellement la planète.

«Dans le monde, il y a des pays soumis à des sanctions comme le Venezuela, la Russie, l'Iran, la Libye, la Syrie, mais Cuba est le plus ancien de cette catégorie» a-t-il indiqué.

Alberto Navarro a rappelé que le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, la haut-commissaire aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, les ministres des Affaires Étrangères de l'UE et le haut représentant de la diplomatie européenne, Josep Borrell, se sont prononcés contre ces mesures.

L'ambassadeur de l'UE a déclaré que le gouvernement des États-Unis a pourtant maintenu les sanctions contre Cuba et que les demandes devant des tribunaux contre des entreprises travaillant avec l'île se poursuivent.

La dernière date du 17 avril dernier, contre Teck Resources, la troisième société canadienne contre laquelle il y a un procès sur la base du titre III de la loi nord-américaine Helms-Burton, après son activation en mai 2019, a commenté l'ambassadeur de l'UE à Cuba. Ce titre III permet de poursuivre aux États-Unis des entités « trafiquant » avec des entreprises nationalisées à Cuba après la Révolution.

Il a précisé que 25 plaintes ont été déposées, dont sept affectaient six entreprises européennes, Trivago, en Allemagne, une filiale d'Expedia, Booking.com, aux Pays-Bas, filiale néerlandaise pour l'Europe de Booking.com, et Pernord Ricard, qui commercialise le rhum Havana Club.

D'autres concernent la banque française Société Générale ; la BBVA, banque espagnole ; et la chaîne hôtelière Iberostar. 'Il y avait également une contre la société espagnole Meliá, mais ils ont renoncé et la plainte est retirée', a expliqué l'ambassadeur.

Navarro a signifié que dans le cas de Cuba, l'UE a toujours dénoncé l'imposition de sanctions par Washington, qui sont considérées par le bloc européen comme contraires au droit international.

Il a indiqué que ces sanctions sont en outre rejetées en raison de leur caractère extraterritorial. Cela nous semble illégal, mais c'est également immoral dans le contexte actuel de la pandémie. Il n'y a aucune justification morale au maintien des sanctions, a-t-il déclaré.

'Nous verrons ce qui se passe le 3 novembre aux États-Unis', a souligné le représentant de la diplomatie européenne sur l'île en référence aux futures élections présidentielles dans ce pays.

Avec Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/222457-lambassadeur-de-lue-a-cuba-qualifie-le-blocus-dillegal-et-dimmoral>



Radio Habana Cuba